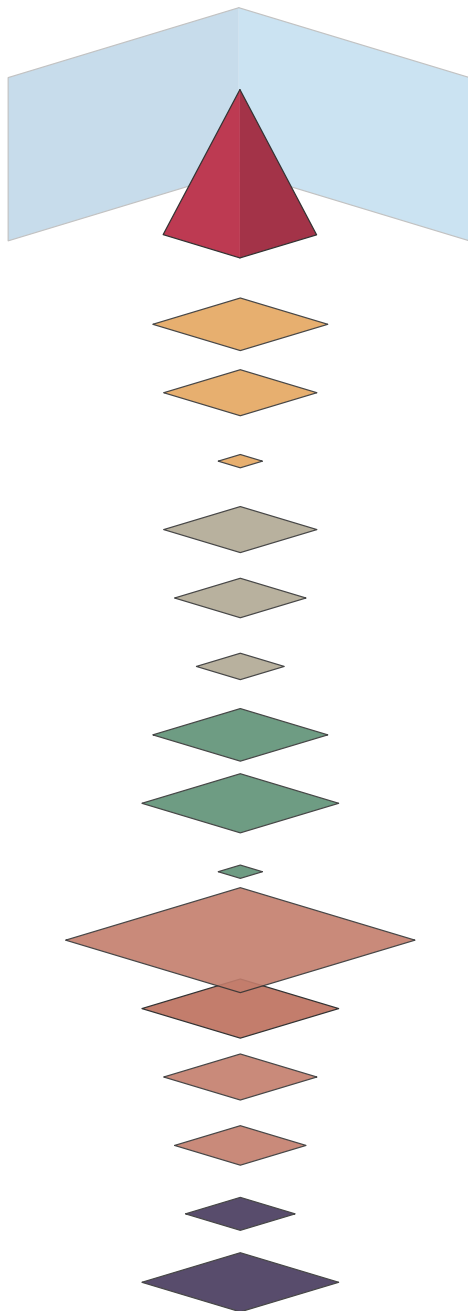


SEYCHELLES



3,90

SCORE DE CRIMINALITÉ

156^e sur 193 pays

52^e sur 54 pays africains

13^e sur 13 pays d'Afrique australe



MARCHÉS CRIMINELS

3,50

TRAITE DES PERSONNES **4,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **3,50**

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION **1,00**

TRAFIC D'ARMES **3,50**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **3,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **2,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **4,50**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES **1,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **8,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **4,50**

COMMERCE DE CANNABIS **3,50**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **3,00**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **2,50**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **4,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4,30

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **2,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **5,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **5,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **5,00**

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **4,00**



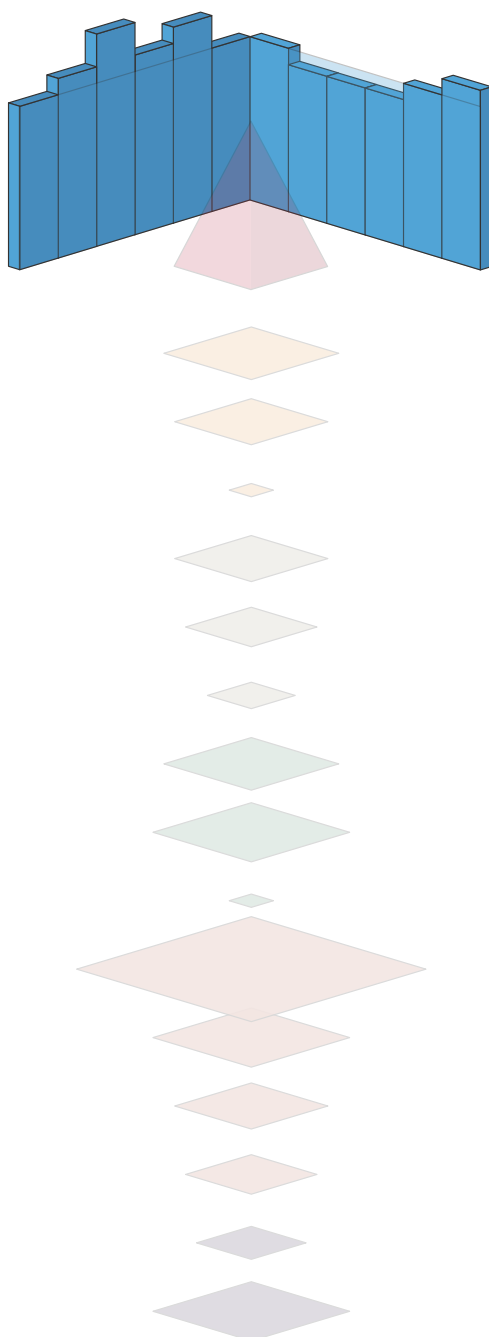
5,21

SCORE DE RÉSILIENCE





SEYCHELLES



5,21

SCORE DE RÉSILIENCE

77^e sur 193 pays

10^e sur 54 pays africains

4^e sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	5,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	5,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	5,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	6,00
FORCES DE L'ORDRE	5,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	4,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	4,50
PREVENCIÓN	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,50



3,90

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS 3,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 4,30



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Les Seychelles sont à la fois un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes. Les victimes les plus vulnérables sont les jeunes enfants seychellois et les femmes étrangères qui sont souvent soumis à la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les ressortissants seychellois sont également victimes de la traite à des fins de travail forcé au Moyen-Orient. Les travailleurs étrangers, en particulier ceux qui travaillent dans les secteurs du travail domestique, de la pêche, de l'agriculture et de la construction, sont également exposés au risque de trafic de main-d'œuvre. La demande en matière de prostitution est alimentée par les touristes étrangers, les marins, les travailleurs et les ressortissants de pays tels que le Bangladesh, la Chine et Cuba. Les itinéraires de la traite qui passent par les Seychelles facilitent le transport de victimes de Madagascar vers l'Asie, en utilisant des agences de recrutement de main-d'œuvre et de faux visas touristiques. Les trafiquants exploitent les vulnérabilités des conditions de travail, en particulier dans les zones commerciales, tandis que le manque de coordination entre les institutions entrave les efforts de lutte contre la traite des personnes. Certains cas récents aux Seychelles ont révélé une nouvelle tendance inquiétante sur le marché de la traite des personnes, à savoir l'utilisation d'hommes locaux comme « garants de la drogue ». Il s'agit de personnes prises en otage pour garantir le paiement de sommes dues à des fournisseurs de drogue.

Les Seychelles sont une destination pour les travailleurs de divers pays, notamment d'Asie du Sud et de l'Est, d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient. Plus d'un quart de la main-d'œuvre seychelloise étant constituée de travailleurs étrangers, des inquiétudes ont été soulevées concernant le trafic de personnes en provenance des Comores, de la Réunion et de Syrie. Des organisations internationales ont également identifié un itinéraire de trafic de Madagascar vers les Seychelles et Maurice ; l'Inde, Madagascar, les Philippines, le Sri Lanka et Maurice étant des pays d'origine courants pour les personnes trafiquées vers les Seychelles. Des rapports suggèrent que les agents de recrutement, souvent aidés par des complices seychellois, exploitent ces travailleurs étrangers.

En ce qui concerne le racket d'extorsion et le chantage à la protection, il n'existe aucune preuve que des organisations criminelles soient impliquées. Les cas de ces pratiques semblent être plus étroitement associés à des particuliers cherchant à obtenir des avantages personnels qu'à des opérations criminelles organisées.

COMMERCE

La prévalence de la possession d'armes à feu est faible aux Seychelles et le nombre d'armes à feu illicites est relativement faible. En revanche, les couteaux et les machettes sont souvent associés à la violence du marché de la drogue, ce qui indique que la possession d'armes à feu est limitée, même parmi les personnes impliquées dans le commerce de drogue. Toutefois, des rapports suggèrent que des sociétés écrans seychelloises ont facilité le trafic d'armes entre pays, y compris le transfert d'armes de la Corée du Nord vers d'autres parties du monde. Cela fait des Seychelles une plaque tournante importante dans les réseaux mondiaux de trafic d'armes. Le pays est confronté à des problèmes liés à la piraterie et au courtage illicite d'armes dans ses eaux territoriales, mais des progrès considérables ont été accomplis dans la lutte contre ces activités illicites grâce à des initiatives des forces de l'ordre ciblant le terrorisme et la piraterie. Le maintien de l'ordre dans ce domaine est compliqué par la géographie unique du pays, composée de nombreuses petites îles et criques. Des rapports faisant état de contrebande d'armes par des itinéraires maritimes africains, y compris passant par les Seychelles, soulignent le potentiel existant pour des activités illicites.

Bien que les Seychelles aient mis en place des réglementations pour lutter contre les atteintes à la propriété intellectuelle et le commerce de produits de contrefaçon, l'application de ces réglementations est limitée en raison de l'absence de représentants de marques internationales dans le pays. Les autorités douanières se concentrent principalement sur les produits présentant des risques pour la santé, tels que les médicaments contrefaits, mais les vêtements contrefaits et divers autres articles de contrefaçon restent largement disponibles sur les marchés locaux. La contrefaçon semble être culturellement perçue comme une infraction mineure qui est rarement signalée ou appliquée. Rien n'indique la présence de réseaux ou d'organisations criminelles impliqués dans les expéditions de contrefaçons ; il semble plutôt que les dynamiques du marché local en soient à l'origine. En ce qui concerne le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, il semblerait que les Seychelles servent de point de transit pour ces activités entre les marchés africains et asiatiques. Bien qu'il n'y ait pas de preuves ou de données spécifiques sur cette question aux Seychelles, les dynamiques régionales et les défis posés par la surveillance du territoire insulaire suggèrent la possibilité que ce problème soit sous-déclaré. Le respect des limites imposées aux touristes et aux personnes entrant dans le pays en matière d'alcool et de tabac est également un sujet de préoccupation, en particulier dans les aéroports.

ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore aux Seychelles, telle que l'exploitation forestière illégale et la récolte non autorisée du coco de mer, n'est pas fréquemment signalée mais suscite néanmoins des inquiétudes, ce qui incite les habitants et les représentants du gouvernement à s'attaquer aux exportations illégales. Les braconniers ciblent ces plantes pour le marché noir, et les prix élevés offerts par les touristes exacerbent encore plus la menace qui pèse sur cette espèce. Pour préserver le coco de mer et lutter contre son exploitation, les organisations de protection de la nature et d'autres parties prenantes encouragent les plantations légales et financent des mesures de protection. La situation est en partie motivée par la demande pour les noyaux de coco de mer sur les marchés asiatiques, où l'on pense qu'ils possèdent des propriétés aphrodisiaques. La demande de bois dépasse également la production locale, ce qui entraîne une exploitation forestière illégale, principalement sur l'île de Mahé. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de l'implication de la criminalité organisée, des rapports suggèrent la persistance d'un marché du bois illicite, bien que les recettes illicites soient minimales.

Les Seychelles sont confrontées à des défis dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages, en particulier le commerce illégal de reptiles comme animaux de compagnie. Le gecko géant de bronze, très recherché et que l'on ne trouve que sur une île, est une cible de choix pour les trafiquants d'espèces sauvages. En outre, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), y compris la pêche au homard, pose un problème important. Les chalutiers chinois et sri-lankais dominent la scène de la pêche INN, épuisant la population de crustacés et forçant les pêcheurs locaux à s'aventurer dans des eaux illégales. Bien que les Seychelles aient mis en œuvre des mesures pour lutter contre la pêche INN, celle-ci reste un problème d'actualité. Cependant, les garde-côtes, soutenus par les pêcheurs locaux, interceptent activement les navires de pêche étrangers.

Compte tenu de la présence limitée de ressources non renouvelables aux Seychelles, les îles ne constituent pas une source pour les marchés illicites de ces ressources. Toutefois, en raison de leur emplacement stratégique, les Seychelles servent de plaque tournante pour le transit de ressources non renouvelables entre les pays africains, le Moyen-Orient et l'Asie. La géographie et la nature complexes des îles font qu'il n'y a pas de ressources non renouvelables suffisamment lucratives pour financer d'importantes activités illégales.

DROGUES

Le commerce d'héroïne aux Seychelles se poursuit sans relâche. On estime que le pays a le taux de consommation d'héroïne par habitant le plus élevé au monde, en raison de l'abondance et du coût abordable de cette drogue. Environ 10 % de la population seychelloise est en effet dépendante de l'héroïne. La drogue est trafiquée vers l'Afrique de l'Est

et l'Afrique australe, ainsi que vers Madagascar, avant d'arriver aux Seychelles pour y être consommée. Les cargaisons sont souvent importées du Sri Lanka. Le pays est également une destination mineure sur l'itinéraire de transit vers l'Europe et les États-Unis. Les récentes saisies de drogue dans l'océan Indien et à proximité des eaux seychelloises suscitent des inquiétudes quant aux dynamiques croissantes du trafic de drogue dans la région, compte tenu notamment des répercussions potentielles des changements en Afghanistan. Des passeurs de drogue locaux originaires de pays africains et des Iraniens qui tentent d'introduire clandestinement de l'héroïne aux Seychelles contribuent au marché local.

En ce qui concerne le marché de la cocaïne, le Brésil serait le principal point d'origine de la drogue entrant aux Seychelles. La plupart des saisies ont lieu à l'aéroport, impliquant des mules de diverses nationalités. Bien que les Seychelles ne disposent pas d'un important marché intérieur de la cocaïne et ne servent pas de plaque tournante régionale pour son transit, le pays est vulnérable à l'expansion du commerce de cocaïne en raison de la corruption institutionnelle répandue et de la disponibilité des drogues. L'augmentation des flux commerciaux de cocaïne dans la région, le Kenya et la Tanzanie jouant le rôle de plaques tournantes du transit, a un impact sur les Seychelles. L'augmentation de la consommation de cocaïne aux Seychelles, en particulier chez les jeunes lors de fêtes et en association avec d'autres drogues, est une tendance préoccupante.

Le commerce de cannabis aux Seychelles se caractérise par le fait que le pays est un marché de destination mineur avec une culture domestique modérée à importante. Les Seychelles servent de destination pour le commerce de cannabis, principalement en provenance de Madagascar et via les Comores. Bien que la culture et la consommation de cannabis soient illégales, le régime a adopté une approche plus souple axée sur la réduction des risques. La consommation et le commerce de drogues de synthèse aux Seychelles ont toujours été limités, mais des éléments récents indiquent une évolution potentielle du paysage de la drogue. Les jeunes des îles consomment de plus en plus une drogue appelée « flakka » ou « K2 », tandis que l'ecstasy est également disponible comme drogue festive, bien que sa prévalence ne soit pas très répandue. La consommation et le commerce de drogues de synthèse semblent relativement gérables, et aucune activité criminelle organisée majeure n'a été confirmée sur ce marché. La demande pour ces drogues semble être principalement le fait des touristes.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Les Seychelles se sont fixées pour objectif de devenir une société entièrement numérique et sans argent liquide d'ici 2023. Cette transition s'accompagne toutefois de défis en matière de cybercriminalité et de fraude. Bien qu'il n'existe pas de statistiques actualisées sur les cybercrimes spécifiques aux Seychelles, la police reconnaît l'augmentation

potentielle de ces activités et donne des conseils aux particuliers pour se protéger. Il semble que la majorité des cyber-attaques ciblant les Seychellois soient perpétrées par des pirates informatiques étrangers. En outre, les activités frauduleuses impliquant des cryptomonnaies sont en augmentation dans le pays.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

L'utilisation accrue des plateformes numériques et l'impact de la pandémie de COVID-19 aux Seychelles ont accru la vulnérabilité du public aux escroqueries et aux fraudes financières. Les personnes plus âgées, en particulier, dont les connaissances et les compétences technologiques sont limitées, sont souvent la cible de criminalité financière cyber-facilitée, ce qui entraîne des pertes financières considérables. Les combines frauduleuses, y compris les escroqueries romantiques et à la loterie, ainsi que les pyramides de Ponzi, sont également de plus en plus souvent signalées dans le pays. Des efforts sont déployés par le biais de campagnes de sensibilisation du public afin de permettre aux gens de reconnaître les escroqueries et de s'en protéger. Toutefois, les experts expriment encore des inquiétudes quant aux responsabilités et aux risques potentiels associés à ces activités. La criminalité financière inclut également les détournements de fonds à des niveaux plus élevés, notamment parmi l'élite et les fonctionnaires du pays. La fraude fiscale est une autre préoccupation majeure, car les Seychelles se présentent comme un paradis fiscal pour attirer les investissements. Le gouvernement a dû faire face à des révélations concernant des entreprises, y compris des multinationales, qui se soustraient au paiement des impôts, ce qui entraîne des pertes de revenus substantielles.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La corruption aux Seychelles est considérée comme modérée, avec des allégations de fonctionnaires impliqués dans des activités criminelles et facilitant la criminalité. Sur le marché de la drogue, des rapports ont émergé de pots-de-vin et de collusion impliquant des politiciens de haut rang. Les pratiques de corruption sont devenues de plus en plus audacieuses et normalisées, avec des cas d'officiers de police qui auraient accepté des pots-de-vin en plein jour, même devant leurs collègues et le public. La corruption est perçue comme endémique dans le système, y compris dans le système pénitentiaire et parmi les hauts fonctionnaires. Toutefois, il n'y a pas eu d'affaires ou d'enquêtes de corruption de premier plan, et les pratiques policières sont devenues plus agressives à l'égard des usagers de drogues.

Les acteurs étrangers jouent un rôle important dans certaines activités illicites aux Seychelles. Alors que les réseaux de trafic de drogue à l'intérieur du pays sont principalement contrôlés par des Seychellois, des réseaux étrangers sont

impliqués dans le transport et l'organisation des envois de drogue vers les îles. Le marché de la drogue de Maurice, un pays voisin, influencerait le commerce de la drogue aux Seychelles, des preuves attestant que les activités criminelles sont coordonnées depuis les îles. De nombreux individus appréhendés impliqués dans le trafic de drogue sont des ressortissants étrangers agissant en tant que passeurs. Par ailleurs, les activités de pêche INN dans les eaux seychelloises sont principalement le fait de navires étrangers, notamment chinois et, plus récemment, sri-lankais. Les ressortissants étrangers résidant aux Seychelles sont également susceptibles d'être impliqués dans la traite des personnes, notamment à des fins de travail forcé.

Les réseaux criminels nationaux, souvent fondés sur des relations familiales, sont également répandus aux Seychelles, principalement dans le domaine du trafic de stupéfiants. Ces trafiquants recrutent des pêcheurs et versent des pots-de-vin aux fonctionnaires pour s'assurer que le transport des cargaisons ne sera pas détecté. Les activités de ces réseaux criminels restent incertaines en termes de croissance ou de déclin. Les acteurs du secteur privé aux Seychelles jouent un rôle important dans la criminalité financière, en particulier dans les flux financiers illicites et la création de sociétés écrans. Des scandales récents impliquant des entrepreneurs et des investisseurs ont révélé la manière dont les élites politiques détournent les fonds publics et se livrent à des délits financiers de haut niveau. Ces incidents ont conduit à une intensification des efforts de lutte contre la corruption et à des campagnes de sensibilisation du public. Bien qu'il ne soit pas certain que des réseaux criminels organisés soient à l'origine de ces opérations, des particuliers exploitent leurs positions privilégiées et leurs réseaux à des fins d'enrichissement personnel. Les rapports faisant état d'abus à l'encontre de travailleurs, y compris de travailleurs étrangers dans les zones de commerce international, soulignent à nouveau l'implication potentielle de particuliers dans diverses activités illicites. La sous-déclaration est due à l'avantage déloyal et à la surveillance limitée dont jouissent ces individus.

Selon les rapports, la présence de groupes de type mafieux aux Seychelles ne peut être prouvée. S'il est possible que des réseaux de trafic de drogue dotés de structures hiérarchiques existent, ils ne répondent pas aux critères des organisations mafieuses traditionnelles. Ces réseaux impliquent généralement un petit nombre d'importateurs qui se coordonnent avec leurs homologues étrangers pour distribuer les drogues par le biais des circuits nationaux. Au sommet de ces réseaux se trouvent des individus influents, souvent appelés des « gros poissons », qui échappent aux poursuites en raison de la surveillance étendue nécessaire pour les appréhender. En revanche, le gouvernement se concentre sur l'arrestation de criminels moins importants impliqués dans la contrebande de drogue, tandis que les gros poissons insaisissables servent financiers.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Malgré les efforts en cours pour améliorer la gouvernance, les études et les interventions politiques fondées sur des données probantes continuent de faire défaut aux Seychelles. Le récent changement de leadership politique a été motivé par l'attitude du public face à la corruption, mais la nouvelle administration n'a pas fait des enquêtes sur la corruption ou la fraude financière une priorité. En outre, le gouvernement a impliqué l'armée dans les tâches de maintien de l'ordre, ce qui a suscité des inquiétudes quant aux abus potentiels, en particulier à l'encontre des usagers de drogues. Les critiques doutent de la capacité du gouvernement à lutter efficacement contre la corruption et les manquements de la police. Bien que les Seychelles se targuent d'un PIB par habitant élevé, les niveaux d'inégalité et de pauvreté restent élevés, en particulier parmi les populations vulnérables telles que les usagers de drogues. L'abolition des systèmes de protection sociale a eu un impact supplémentaire sur les personnes pauvres. La transparence et la responsabilité du gouvernement aux Seychelles sont confrontées à des défis importants, notamment en ce qui concerne la corruption et le trafic de drogue. Les rapports suggèrent une corruption généralisée au sein des forces de l'ordre, les fonctionnaires collaborant avec les réseaux de drogue à différents niveaux. Toutefois, la corruption à haut niveau du gouvernement et des forces de l'ordre ne fait l'objet que d'une couverture limitée dans la presse seychelloise, en grande partie en raison des limites perçues à la liberté des médias. Bien qu'il existe des lois pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence, leur application irrégulière suscite des inquiétudes. Les représailles à l'encontre des personnes qui critiquent des personnalités puissantes, telles que le harcèlement policier ou la perte d'emploi, mettent encore plus en évidence les mesures de protection en place à des niveaux plus élevés.

Les Seychelles participent activement à la coopération internationale pour relever les défis en matière de sécurité, en particulier dans les domaines de la criminalité organisée, de la sécurité maritime et de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Le pays a ratifié les traités internationaux pertinents et participe à des organisations régionales. Le gouvernement des Seychelles a mis en œuvre des politiques et des lois pour lutter contre diverses activités criminelles. Toutefois, certaines de ces mesures présentent des incohérences et des contradictions. Bien que la législation contre la traite des personnes soit en place, il manque des politiques exhaustives et des efforts substantiels de la part des agences pour développer et mettre en œuvre une politique conforme à la loi. De même, les politiques relatives à l'exploitation par le travail sont inadéquates et les travailleurs ne bénéficient que d'un soutien limité. Malgré l'intensification des campagnes de sensibilisation du

public sur des questions telles que la traite des personnes et les crimes sexuels, des inquiétudes persistent quant à la mise en œuvre des lois.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire des Seychelles est confronté à des défis importants, avec une procédure judiciaire lente qui fait que les affaires prennent souvent des années à aboutir. La dépendance du système judiciaire à l'égard de l'exécutif pour son budget soulève des questions quant à son indépendance, et la pénurie de professionnels locaux de la justice nécessite l'embauche de juristes étrangers. La corruption est un problème majeur au sein du système judiciaire, caractérisé par des liens étroits avec les élites politiques et des notifications et informations limitées sur les affaires et les sanctions. Bien que le pays ait l'un des taux d'incarcération par habitant les plus élevés au monde, certains craignent que le nombre de personnes condamnées soit disproportionné, la conséquence de peines sévères pour des délits mineurs. Les travailleurs étrangers se heurtent à des obstacles pour accéder au système judiciaire, tels que la confiscation de leur passeport par l'employeur et des frais supplémentaires. Le système pénitentiaire des Seychelles est en proie à la surpopulation et les efforts visant à augmenter la capacité d'accueil des prisons ont été accueillis avec scepticisme.

Les forces de l'ordre seychelloises ont remporté des succès notables dans l'arrestation de trafiquants de drogue et de personnes pratiquant la pêche INN. Toutefois, le commerce de la drogue continue de prospérer, ce qui montre la nécessité d'adopter une autre approche pour réduire l'offre et cibler les dirigeants plus haut placés des syndicats. Les garde-côtes sont débordés, avec des ressources en personnel limitées pour couvrir la vaste zone territoriale des Seychelles. La corruption est considérée comme un obstacle majeur à la lutte contre le trafic de drogue, car elle imprègne les forces de l'ordre à différents niveaux et entrave les enquêtes sur les trafiquants haut placés. À cet égard, l'agence de lutte contre les stupéfiants a été dissoute à la suite d'allégations de corruption. Les Seychelles comptent sur la coopération internationale et l'assistance des organisations internationales pour lutter contre le trafic de drogue à l'intérieur de leurs frontières. Des appels à la réforme et au respect des normes internationales persistent, notamment en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu et les allégations d'abus policiers.

Les Seychelles sont confrontées à des défis importants pour maintenir leur intégrité territoriale en raison de leur situation géographique et de la complexité de leurs frontières maritimes. Le pays dépend fortement de ses garde-côtes pour protéger son territoire, lutter contre la piraterie et

s'attaquer à des problèmes tels que la contrebande de drogue et la pêche INN. Cependant, la géographie des Seychelles, situées entre les principaux lieux d'approvisionnement en héroïne et de grands marchés de destination, rend difficile de surveiller et de contrôler efficacement ses vastes eaux territoriales. La mobilisation limitée des ressources humaines et l'impact de la consommation de drogue sur la population active entravent encore davantage la capacité de l'État à sécuriser ses frontières. Les efforts déployés pour lutter contre la piraterie ont été couronnés de succès, entraînant une diminution des incidents de piraterie et l'emprisonnement de nombreux pirates aux Seychelles. Le récent différend territorial concernant les îles Chagos avec Maurice, ainsi que la présence d'intérêts navals britanniques et américains, compliquent plus avant les dynamiques territoriales dans la région.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les Seychelles, connues pour être un paradis fiscal, ont fait l'objet d'une attention particulière concernant leur rôle dans les activités de blanchiment d'argent. Le pays est soupçonné d'héberger de nombreux comptes offshore impliqués dans des activités illicites et a été jugé non coopératif sur les questions liées à la propriété effective. Bien qu'elles se soient engagées à répondre à ces préoccupations, les Seychelles n'ont pas respecté les délais fixés pour prendre des mesures correctives, ce qui a conduit certains pays à les inclure sur leurs listes de paradis fiscaux. En effet, le pays a été critiqué pour son opacité financière, qui en fait une destination attrayante pour les fonds illicites. Des sociétés écrans seychelloises ont été associées à des enquêtes sur des flux financiers illégaux et sur la corruption internationale, ce qui souligne la vulnérabilité du pays face aux activités financières illicites. Le régime national de lutte contre le blanchiment d'argent est confronté à des défis tels que des ressources humaines et des capacités techniques limitées, ce qui oblige à faire appel à des experts étrangers. Afin de relever ces défis et de combler les lacunes dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le gouvernement a mis en œuvre des amendements à la législation sur le blanchiment d'argent, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement du cadre juridique concernant le recouvrement des avoirs illicites.

L'économie des Seychelles est confrontée à des limitations de la liberté économique, avec un secteur public inefficace et des pratiques d'exploitation à l'encontre des travailleurs étrangers. Malgré les subventions du gouvernement, les entrepreneurs ont souvent des difficultés, et la corruption liée à l'acquisition de terres reste un problème litigieux. L'importance accordée par le pays au tourisme a toutefois contribué à une relative stabilité. Le gouvernement accorde également la priorité à la protection du tourisme et de la pêche, notamment en luttant contre la pêche INN. Les allégations relatives aux droits fonciers et à la corruption persistent, mais des efforts sont déployés pour résoudre

ces problèmes. L'environnement réglementaire financier et les conditions de travail dans les zones financières spéciales posent des problèmes. Les récentes améliorations de la cote de crédit et les décaissements des organisations internationales démontrent les efforts du gouvernement et son contrôle sur l'économie.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement des Seychelles a mis en œuvre une réorientation politique pour lutter contre l'augmentation de la consommation d'héroïne dans le pays, reconnaissant les risques que cela pose pour la santé publique et la cohésion sociale. L'un des résultats positifs a été l'introduction d'un programme de substitution par la méthadone, qui a permis de réduire les crimes violents liés à la drogue et les prix de l'héroïne dans la rue. Toutefois, malgré les efforts déployés pour lutter contre la traite des personnes, la protection et le soutien apportés aux victimes restent insuffisants. Les fonds alloués aux victimes sont insuffisants et aucune amélioration significative n'a été apportée aux centres d'accueil. Bien que le gouvernement ait renforcé les mesures de protection pour les victimes de la traite, il existe toujours un écart entre les cas signalés et les condamnations ou enquêtes effectives.

Les Seychelles ont mis en œuvre diverses mesures pour prévenir la criminalité organisée, notamment des exercices de formation conjoints avec des polices et des armées étrangères, l'utilisation de drones pour détecter les activités illégales et des mesures de contrôle renforcées dans les aéroports. Si les efforts de lutte contre le trafic de stupéfiants ont été intensifiés, la traite des personnes reste un défi de taille, avec un nombre minime de dossiers ouverts et peu de condamnations prononcées. Les efforts de prévention se concentrent principalement sur des solutions de haute technologie et les actions des forces de l'ordre, mais des inquiétudes ont été exprimées quant à l'absence de stratégies complètes s'attaquant aux causes profondes de la criminalité et de l'usage abusif de drogues. La réduction du soutien du gouvernement à l'agence pour la prévention de l'addiction aux stupéfiants a suscité l'inquiétude des ONG et des experts qui craignent une augmentation potentielle de la criminalité et de l'usage abusif de drogues. Le manque d'investissement dans les services sociaux et les efforts limités pour éduquer la population sur les ressources financières et les outils numériques ont également alimenté les inquiétudes concernant la cybercriminalité et les combines frauduleuses.

La société civile des Seychelles est solide, avec diverses organisations qui s'occupent activement des questions sociales et demandent des comptes au gouvernement. Les ONG jouent un rôle crucial en aidant les victimes de la traite des personnes et en apportant un soutien dans les cas d'usage abusif de drogues. L'autocensure, influencée par les pressions politiques passées, cède progressivement la place à une plus grande liberté éditoriale. Toutefois, le

gouvernement conserve une influence sur les chaînes de télévision et les stations de radio publiques, et les sujets sensibles susceptibles de nuire à la réputation touristique du pays ne bénéficient que d'une couverture limitée. La liberté et le pluralisme des médias aux Seychelles ont progressé, aucune attaque contre des journalistes n'ayant été signalée, et l'environnement est favorable aux pratiques journalistiques. Toutefois, les contraintes budgétaires et les lourdes amendes imposées aux organisations médiatiques restent des défis. Bien que les médias critiquent le gouvernement, leur alignement avec des intérêts privés suscite des inquiétudes.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.